Le Monde, 31 janvier 2015

Conflit ouvert entre les palais de la République

L'Assemblée nationale et le Sénat se sont durement affrontés, jeudi, par les voix de leurs présidents respectifs

La guerre qui court depuis longtemps entre les deux palais de la République a éclaté au grand jour. Rien ne va plus entre l'Assemblée nationale et le Sénat. Durant toute la journée de jeudi 29 janvier, les deux institutions se sont durement affrontées, par les voix de leurs présidents respectifs, le socialiste Claude Bartolone et l'UMP Gérard Larcher.

Tout a commencé par une prise de parole du premier, le matin, au micro de RMC. En réponse à une question de Jean-Jacques Soudin, Claude Bartolone s'est écrié : « sous cette forme » et la fusion du Sénat avec le Conseil économique, social et environnemental (CESE). Des propos déjà tenus à plusieurs reprises mais que, ce jour-là, Gérard Larcher n'a pas voulu laisser passer.

Alors que les deux hommes devaient se voir, quelques heures plus tard, pour une première réunion sur la mission que leur a confiée François Hollande sur « l'engagement républicain », le rencontre a tourné court. En dix minutes à peine, le sénateur des Vivantes a fait savoir à M. Bartolone qu'il n'était pas favorable à cette mission commune. Dans un communiqué, il s'en est ensuite expliqué, jugeant que « le travail en commun avec le président de la République nationale n'est pas possible en conséquence et en responsabilité ». M. Larcher a rejeté directement ses conclusions au président de la République.

Guerre de communication
« Un prétexte pour sortir de l'unité nationale », s'est défendu l'accusé auprès du Monde, rappelant que

« M. Larcher connaît sa position sur le sujet depuis longtemps ». Pour l'entourage de M. Bartolone, M. Larcher a surtout voulu alimenter un contre-leu après la diffusion sur France 5, mercredi soir, d'un numéro du magazine « Filères à conviction », intitulé : « Nos très chers sénateurs » et peu glorieux pour l'image du Palais du

« M. Bartolone vient de déclarer la guerre à une institution qui a le tort de ne pas être à gauche »

Bruno Retailleau
président du groupe UMP au Sénat

Luxembourg. « Il m'a fait savoir qu'il n'aurait rien de moi pour un peu plus de sérénité après la diffusion de ce rapportage », appuie le président du bicaméral.

De son côté, s'engouffrant dans la guerre de communication, le camp de Gérard Larcher a ressorti une intervention de M. Bartolone, d'octobre 2014, dans laquelle il assurait que le bicamérisme « si important », faisait « partie de notre ADN démocratique ». « Mais, depuis que le Sénat est repassé à droite, il veut le supprimer ! », a résumé un proche de M. Larcher.

« Les députés UMP ont la mémoire courte », a rétorqué le camp Bartolone, rappelant l'existence d'une proposition de loi UMP déposée en mars sous viant à l'Assemblée le Sénat avec le CESE.

Au Palais du Luxembourg, M. Larcher a rapidement conver-

qué les différents présidents de groupe avant d'ouvrir la séance de questions au gouvernement de manière totalement inédite, avec six rappels au règlement des six responsables de groupe pour discuter les propos du président de l'Assemblée.

« Claude Bartolone vient de nous violenter et de nous insulter en déclarant la guerre à une institution qui a le tort de ne pas être à gauche », a tonné le président du groupe UMP, Bruno Retailleau, devant ses pairs. Puis, le président du groupe RSE, à majorité radicale de gauche, Jacques Mézard a sorti ses registres ces paroles, écrit par le centriste Vincent Capo-Carli, la communiste Eliane Assasi, l'écologiste Jean-Vincent Placé et même le socialiste Jean-Pierre Siniac.

Pourtant, en réalité, derrière cette guerre des palais, c'est un véritable duel auquel se livrent ces deux animaux politiques, et ce depuis quelques jours déjà. Dans un des épisodes précédents, ces derniers s'étaient opposés sur la question d'une fusion entre les deux chambres parlementaires Publi-Sénat et l'Élan. Proposé par M. Bartolone, l'idée avait été « écartée » à l'unanimité par le bureau du Sénat, mercredi 25 au matin. « Les membres du bureau du Sénat manquent ainsi une occasion de montrer aux Français que le Parlement s'inscrit pleinement dans la modernité, dans la sobriété et dans l'effort commun de redressement des comptes publics », avait alors rétorqué l'élu de Seine-Saint-Denis.

De son côté, Gérard Larcher ne s'était pas non plus privé de critiquer la décision de M. Bartolone de boycotter la mission du Prix du